

Olivier Noblecourt, en lutte contre le fatalisme social

Olivier Noblecourt a été nommé, le 12 juin, président du Collectif ALERTE. Une fonction nouvelle, en cohérence avec le parcours de celui qui a fait de la lutte contre la pauvreté un véritable cheval de bataille.

Le 12 juin dernier, Olivier Noblecourt est devenu président du Collectif ALERTE, une institution animée par l'Uniopss. Il succède à Delphine Rouilleault qui présidait le Collectif depuis juin 2025. Cette nomination, même si elle n'était pas forcément attendue, n'apparaît pas comme une surprise. Olivier Noblecourt est en effet loin d'être un inconnu dans le secteur des solidarités. On peut même dire que cette prise de poste répond à une forme de cohérence. Natif de Paris, dans le 13^e arrondissement, le 5 juillet 1976, Olivier Noblecourt a très vite baigné dans une forme de militantisme, habité par un élan envers les plus fragiles. « *Mes parents étaient des intellectuels, mais nous n'avions pas de gros moyens. Je n'ai jamais manqué de rien, mais je peux dire que j'ai eu une enfance modeste. Cette situation m'a conduit assez vite à m'engager au sein des associations environnantes, notamment celles intervenant auprès des plus exclus, comme la Mie de Pain.* »

Après des études universitaires classiques, il est admis à Sciences Po à Grenoble, une véritable ville d'adoption dans laquelle Olivier Noblecourt donne la pleine mesure de son envie d'engagement. Membre de plusieurs associations étudiantes, il rencontre Michel Destot, alors député de l'Isère et devient son assistant parlementaire de 1997 à 1998. Il le

suit à la mairie de Grenoble, tout d'abord comme chargé de mission et responsable du conseil national des missions locales, puis comme chef de cabinet et directeur de cabinet. De 2008 à 2014, il est adjoint au maire de Grenoble, en charge de l'action sociale et familiale, ainsi que vice-président de la Métro (communauté d'agglomération), en charge de l'université, de la recherche et de l'hébergement. Il est aussi vice-président du Centre communal d'action sociale de la ville et vice-président d'Actis, le premier bailleur social de l'agglomération grenobloise.

Nouvelle critique sociale

Olivier Noblecourt est également administrateur de l'UNCAS (Union nationale des CCAS). « *Cette période a évidemment été très riche, avec les nombreuses actions que nous avons menées en direction des quartiers populaires dans lesquels j'avais fait le choix d'habiter. La valeur de toutes ces initiatives en direction des plus fragiles reposait avant tout sur leur expertise, que les politiques publiques prenaient en compte, parfois pour la première fois de leur vie.* »

Mais de cette période, Olivier Noblecourt retient également la très grande créativité des acteurs publics pour expérimenter et apporter les réponses les plus novatrices. « *À Grenoble, dans les années 2000,*

de nombreux penseurs proposent de nouvelles approches en matière de lutte contre la pauvreté. » Cette mouvance est notamment incarnée par la Nouvelle critique sociale initiée par le sociologue Pierre Rosanvallon, aux côtés notamment d'Ester Duflot, future prix Nobel d'économie, de Thomas Piketty, Martin Hirsch ou Thierry Pech et à laquelle Olivier Noblecourt prend part. Selon cette théorie, la société française a profondément changé depuis la fin des Trente Glorieuses, mais tout se passe comme si elle ne le savait pas encore. Elle en distingue sourdement les symptômes et en éprouve les manifestations les plus douloureuses (chômage, exclusion, insécurité sociale, ségrégation territoriale, sentiments de déclassement...), mais elle peine à se représenter clairement les causes et les ressorts de ce bouleversement.

Miser sur le local

D'où l'urgence de fonder une « nouvelle critique sociale » pour donner à voir les antagonismes qui la structurent et lui rendre la force et la capacité d'évoluer. C'est à cette époque notamment qu'Olivier Noblecourt prend conscience de l'importance de miser sur le local pour lutter contre l'exclusion, mais également de s'appuyer sur la prévention dès le plus jeune âge pour enrayer les phénomènes de reproduction de la pauvreté. En 2014, pourtant, celui-ci perd



© Michel Le Moine

5 juillet 1976

Olivier Noblecourt naît à Paris.

15 novembre 2017

Il est nommé délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes.

12 juin 2026

Il devient président du Collectif ALERTE.

les élections municipales. Olivier Noblecourt rejoint Najat Vallaud-Belkacem, d'abord au ministère des Droits des femmes, de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, puis au ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche en tant que directeur adjoint puis directeur de cabinet jusqu'en mai 2017. Cette aventure aux côtés de la ministre lui permet d'expérimenter de nouveaux dispositifs publics, notamment pour favoriser la mixité sociale et scolaire. Un travail précieux qui le conduit, fin 2017, à devenir le premier délégué interministériel à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes (devenue rapidement la délégation interministérielle à la prévention et à la lutte contre la pauvreté).

« Pendant de longues années, les politiques publiques se sont avant tout intéressées aux conséquences de la pauvreté, très peu aux causes. Nous avons souhaité changer de logique avec une autre approche, en tentant de casser les phénomènes de reproduction sociale. C'est la raison pour laquelle, nous nous sommes concentrés sur la situation des

enfants dans leur environnement familial. Ce parti pris ne nous a pas empêché de porter des réponses aux situations de précarité les plus urgentes, notamment pour l'accompagnement médico-social. »

Lutter contre la reproduction de la pauvreté

Après cette expérience de délégué qu'il quitte début 2020, Olivier Noblecourt est embauché par une société spécialisée dans l'investissement social et environnemental avant d'être sollicité pour devenir le président du Collectif ALERTE. « Cette fonction est un immense honneur pour moi, mais je prends aussi la mesure de la tâche qui m'attend. » La situation des associations de solidarité est une première préoccupation. « L'action des associations aux côtés des populations les plus fragiles est absolument inestimable, mais ce rôle majeur est de plus en plus remis en question. Au-delà des financements publics, c'est le cœur même de leur action qui est parfois contesté, souvent au mépris du droit avec, par exemple, des injonctions des pou-

voirs publics à ne pas respecter le principe d'accueil inconditionnel. » Pour Olivier Noblecourt, la lutte contre la pauvreté ne semble plus à l'ordre du jour des politiques publiques. La société tout entière semble s'accommoder d'avoir plus de 350 000 personnes, dont 2 000 enfants à la rue ! De la même façon, l'ultraresponsabilisation des personnes en situation de précarité autour de leur propre situation est un phénomène de plus en plus inquiétant. « Cette approche va complètement à rebours de notre histoire qui prône depuis plus d'un siècle une réponse collective aux problématiques sociales. » Un message que le nouveau président du Collectif ALERTE n'entend pas porter seul. « Alors que se profile l'élection présidentielle, nous aurons besoin de toutes les forces de ce pays, associatives comme syndicales, pour défendre ensemble l'essence même de notre contrat social républicain. » ●

Antoine Janbon